

*Les théories néoclassiques prédominent toujours dans les universités francophones. Le réseau Rethinking Economics souhaite les convaincre de faire évoluer les choses.*

Mathieu Colinet

Envoyée ce week-end, la missive a dû arriver depuis lors dans les boîtes aux lettres des recteurs des six universités francophones et dans celles des doyens des différentes facultés en sciences économiques. L'envoyeur ? La section belge francophone du réseau mondial Rethinking Economics. Le sujet ? Un appel à une refonte en profondeur des cursus en sciences économiques et gestion proposés dans les six institutions. Pour étayer cette demande, le réseau a mené une enquête auprès de 566 étudiants de ces universités et un examen approfondi de l'ensemble des programmes. Avançant tout ce travail dans un rapport intitulé « 10 ans après la crise : faut-il changer la formation des futur.e.s économistes ? », il invite la discipline économique à faire son aggiornamento pour tirer définitivement les leçons de la crise de 2008 et relever les défis écologiques et sociaux.

« Pouvoir penser les limites de la discipline, celles des modèles théoriques dominants qui reçoivent l'attention, c'est fondamental », affirme Zoé Evrard, doctorante et membre de Rethinking Economics Belgium. « D'après notre enquête, ces modèles dominants n'aident visiblement pas les étudiants d'économie à répondre à des questions essentielles au XXI e siècle. Par exemple, 70 % de nos répondants considèrent que les théories qu'on leur enseigne ne leur permettent pas de bien comprendre la croissance des inégalités dans les pays du Nord, et 78 % d'entre eux, qu'elles ne permettent pas de bien saisir les impacts de l'activité économique sur l'environnement. Ces chiffres sont à notre avis symptomatiques des lacunes de la discipline et appellent à un changement profond dans les universités. Nous défendons en particulier l'introduction d'un cours obligatoire d'économie écologique dans le bachelier, et la mise en place de modules complets sur l'analyse des inégalités dans les cours d'introduction généraux à l'économie. »

Les limites de l'approche quantitative

Les cursus actuels pèchent notamment par un manque de diversité méthodologique selon le réseau, qui pointe l'absence ou la place trop réduite d'enseignements réflexifs ainsi que la difficulté de se former à des méthodes qualitatives à cause de la primauté absolue donnée au quantitatif. Pourtant, comme l'indique Zoé Evrard, « les mathématiques ont beau être importantes en économie, une série de problèmes économiques nécessitent aussi d'être étudiés sous un angle qualitatif. C'est le cas en particulier des implications éthiques, que l'on ne peut pas traiter de manière satisfaisante avec de simples chiffres ». Pour le permettre, Rethinking Economics propose que l'introduction aux méthodes d'analyses qualitatives soit systématisée et que des cours de perspectives critiques puissent être organisés partout dès le bachelier, avec pour base l'histoire des faits et de la pensée économiques ainsi que l'épistémologie de la discipline. Ces apports devraient notamment permettre d'améliorer la réflexion critique des étudiants... et sa valorisation.

Le manque d'interdisciplinarité est un autre grief adressé à la discipline dans le rapport. D'après une étude qui y est présente, les économistes ne citent les travaux issus d'autres disciplines que dans 19 % de leurs articles alors que les sociologues et les politologues le font respectivement dans 52 % et 59 % des cas. Un « désintérêt » qui ne favoriserait pas un « débat critique » entre les théories dites « néoclassiques » – toujours prédominantes dans les programmes selon le réseau – et d'autres approches, comme la théorie post-keynésienne, l'économie écologique ou l'économie marxiste, dont Rethinking Economics suggère d'enseigner les principaux résultats dans le tronc commun de la formation. A cet égard, 83,5 % des étudiants sondés se positionnent en faveur d'enseignements théoriquement plus « variés ».

Une série de biais

En fin de compte, c'est donc un triple manque de pluralisme – méthodologique, disciplinaire et théorique – que l'enquête de Rethinking Economics met en évidence. D'après le réseau, ce manque de diversité expliquerait la plupart des biais et des orientations observés dans les cursus et par ailleurs confirmés par une part des étudiants : « 68 % des étudiants que nous avons sondés considèrent que leur programme a un biais en faveur du libéralisme économique, contre seulement 34 % qui pensent qu'il a un biais en faveur de l'intervention de l'Etat. Selon nous, l'enseignement universitaire ne devrait pas favoriser l'une ou l'autre position. » Pour faire évoluer les choses, le réseau plaide notamment pour l'introduction en bachelier d'un cours introduisant aux théories alternatives ou encore la création d'un master interuniversitaire en économie pluraliste. « Plus largement, pour rendre compte de cette diversité théorique, nous pensons que les manuels qui sont utilisés dans les cours d'introduction à l'économie ou à la macroéconomie doivent changer. C'est un des points que nous aimerions aborder avec les universités », indique Zoé Evrard.

Cette dernière a bon espoir que ces rencontres débouchent sur des évolutions : « Peut-être que certains professeurs se montreront hermétiques ou hostiles à nos demandes, mais je ne pense pas que tous le seront. D'ailleurs, des professeurs soutiennent ouvertement notre démarche. La concurrence des autres approches ne bénéficiera pas seulement aux économistes, elle profitera à la société elle-même, en permettant la diffusion de propositions de politique économique plus innovantes susceptibles de relever les défis écologiques et sociaux inédits qui s'annoncent. »

Mathieu Colinet